

Quand les jeunes s'insèrent en s'engageant : Apprentissage par le faire et rapport au monde

Julien Joanny

Résumé

Squats, associations, collectifs... les jeunes investissent aujourd'hui des « formes émergentes » d'engagement à travers lesquelles ils construisent leur propre rapport au monde, sur un mode à la fois politique et expérientiel.

A partir d'un travail de thèse portant sur les lieux culturels intermédiaires et d'études concernant justement l'engagement des jeunes, le présent article se propose de renseigner les registres actuels de cet engagement et d'en saisir les effets et les enjeux. Au-delà, l'objectif est aussi de comprendre en quoi ces registres influencent les modalités d'insertion professionnelle des jeunes. A ce titre, il s'avère qu'au-delà de l'insertion, se donne à voir un processus d'inscription sociale.

La première partie de cet article vise à décrire ces manières de s'engager qui présentent certaines configurations inédites. Trouvant leurs origines dans des *expériences négatives* vécues au niveau individuel, elles montrent que les liens entre pairs sont des ressources et des leviers dans les parcours de chacun. De plus, en s'engageant, les jeunes entrent en relation avec le territoire et participent à le transformer.

Ensuite, il s'agit de montrer que ces formes d'engagement se constituent au travers d'une expérience du faire, pour ne pas dire par des *arts de faire*. C'est-à-dire que les jeunes s'inscrivent dans des démarches pragmatiques qui donnent à voir des logiques d'expérimentation et de *bricolage* (Lévi-Strauss). Ainsi, se développent des compétences techniques, mais aussi sociales et relationnelles, que les jeunes acteurs pourront ensuite mobiliser dans leur vie sociale et professionnelle.

Enfin, il apparaît qu'à travers l'engagement, les jeunes sont en capacité de s'affirmer en tant que citoyens et de s'inscrire dans un processus d'émancipation. Ce qui ouvre un questionnement d'ordre politique, concernant notamment les modalités de prise en compte de ces démarches.

Mots-clés : Engagement, expérience, inscription, émancipation

Abstract

Squats, non-profit organisation, collectives... Young people put a lot into "new forms" of involvement through whom they built their own relation with the world.

This article proposes to make enquiries about the actual ways of this involvement and to considerate its effects and issues. More, the aim is also to understand in what manner this actual ways are influencing the professional insertion modalities. By the way, it appears that beyond insertion, a social inclusion process is showed.

In a first time, there is the description of those involvement forms, showing new configurations. At the origins, there are negative experiences lived at the individual level. Also, links between peers are resources in individuals trajectories. More, by their involvement, youngsters are connecting with territory, and are taking part of its change.

Then, there is to show that involvement forms are developing through an experience of doing, the "arts to do". Young people develop pragmatic approaches, which reveal experimental and DIY logics. Thus, technical and social skills are developing, surely useful for youngsters in their social and professional life.

Finally, it appears that young people are capable of citizenship and to include themselves in an emancipation process. That opens a political issue concerning the taking account of young people practices.

Keywords : Involvement, experience, inclusion, emancipation

Resumen

Squat, asociaciones, colectivos... Los jóvenes invierten « formas emergentes » de compromiso a través de las cuales construyen su propia relación al mundo.

Este artículo tiene como objetivo describir las formas de este compromiso y entender sus efectos y sus cuestiones. Más allá de eso, el objetivo es entender cómo estas maneras influyen la inserción profesional de los jóvenes. Parece que más allá de la inserción se ve un proceso de inclusión social.

La primera parte consiste en describir estas formas de compromiso que tienen ciertas configuraciones inéditas. Encontrando sus orígenes en experiencias negativas en el plano individual, muestran que la relación entre los compañeros son recursos para las trayectorias individuales. Además, comprometiéndose, los jóvenes entran en relación con el territorio y participan a transformarlo.

Entonces, se trata de mostrar que estas formas de compromiso se constituyen a través una experiencia del hacer, *las artes del hacer*. Es decir que los jóvenes se incluyen en enfoques pragmáticos que permiten ver lógicas de experimentación y de DIY. Así, se desarrollan habilidades técnicas y sociales, que luego puedan movilizar los jóvenes en su vida social y profesional. Por último, parece que a través del compromiso, los jóvenes tienen la capacidad de hacer valer sus derechos como ciudadanos y ser parte de un proceso de emancipación. Se abre una cuestión política sobre cómo tener en cuenta estos procesos.

Palabras claves : Compromiso, experiencia, inclusión, emancipación

Se former à un métier, trouver un « job », avoir un emploi... Qu'est-ce qui est sous-tendu dans le parcours vers l'insertion professionnelle ? Que représente, pour un jeune, le fait de travailler ? L'enjeu est-il seulement de « gagner sa vie » ? Il nous paraît que ce dont il est question à travers l'insertion professionnelle dépasse la problématique de l'emploi. En effet, à une époque où les jeunes, même diplômés, sont largement concernés par le chômage et la précarité, d'autres enjeux sont révélés, concernant principalement la place des jeunes dans la société. Dans cette perspective, il importe de se rappeler que le fait de s'insérer dans le marché de l'emploi est aussi un moyen pour s'inscrire dans la société. Or, certaines pratiques portées par les jeunes démontrent que ce processus d'inscription peut prendre d'autres chemins, notamment celui de l'engagement.

L'objectif de cet article est de décaler le regard par rapport à une vision de l'insertion professionnelle *stricto sensu* et, en partant des pratiques d'engagement développées par les jeunes, d'interroger les *arts de faire* (de Certeau, 1990) à partir desquels ils construisent leur place dans la société. A ce titre, le cas de l'agglomération grenobloise va fournir un exemple privilégié, au vu du nombre d'initiatives qui y ont émergé ces dernières années (associations, collectifs, squats...). Ainsi, il s'agira ici de montrer en quoi les jeunes sont capables, par eux-mêmes, de construire leur place dans la société et, par là même, de développer des savoirs et savoir-faire mobilisables dans un parcours d'insertion. Au-delà, cette démarche ouvre un questionnement politique, qui a trait à la construction d'un rapport au monde original.

Comment s'engagent les jeunes ?

Une telle question n'appelle pas une réponse qui se voudrait définitive. Au contraire, elle permet d'ouvrir un champ d'exploration qui laisse apparaître le caractère protéiforme de l'engagement des jeunes aujourd'hui. Pour saisir au mieux cette diversité, il importe de prendre en compte cet engagement en situation. A ce titre, le contexte local paraît être un point d'ancrage pertinent. L'exemple de l'agglomération grenobloise va être ainsi mobilisé dans le présent propos, celui-ci s'inscrivant à la suite de différentes recherches ayant abordé l'engagement des jeunes, âgés de 18 à 30 ans, selon divers points de vue (la participation à la vie locale, les squats et lieux culturels intermédiaires, les parcours de vie de jeunes engagés).

Une récente étude (Miralles, Joanny, Gaillat & Andrique, 2006), en partant d'un panel de 118 cas ciblés par des professionnels de la jeunesse de Grenoble et des villes voisines, a dégagé trois grandes formes d'engagement investies par les jeunes. Les « formes traditionnelles » englobent l'engagement dans les partis politiques, les syndicats ou les associations institutionnalisées (fédérations d'éducation populaire, Restos du cœur, clubs sportifs...), elles ne concernent que 15% des jeunes recensés. La relative absence des jeunes dans les partis et syndicats est d'ailleurs corroborée par une étude réalisée par le Crefad en 2004. Les « formes institutionnelles » représentent 12% des cas ciblés, il s'agit d'instances de participation à la vie locale (conseil de quartier, conseil consultatif...). Pour ce qui est des 73% restants, cela concerne les « formes émergentes », c'est-à-dire des projets portés par les jeunes eux-mêmes, issus de *leurs propres initiatives*. C'est bien cette catégorie spécifique qui offre un terrain de réflexion propice à la compréhension des manières de faire développées par les jeunes pour s'engager, s'insérer et, *in fine*, construire leur place dans la société.

Un engagement situé

Si les jeunes font désormais le choix de porter leurs propres initiatives plutôt que de s'investir dans des structures existantes, c'est peut-être parce que la porte d'entrée vers l'engagement est aujourd'hui différente. Ce mode de faire répond certes à un choix, mais au-delà, il correspond à une *exigence de situation*. Il a déjà été montré que l'engagement contemporain n'est plus un engagement « hérité », qu'il ne se définit plus en fonction de dispositions sociales ou familiales liées à la socialisation primaire (Ion, Fanguiadakis & Viot, 2005). Le processus qui pousse aujourd'hui les jeunes à porter des projets spécifiques, qu'il s'agira de qualifier dans quelques lignes, est à rechercher dans l'espace du quotidien. Concrètement, en employant une expression de Goffman, ce sont des *expériences négatives* (Goffman, 1991), vécues dans le territoire d'appartenance, auxquelles les jeunes répondent. Insatisfaits par la réalité à laquelle ils font face, que ce soit par rapport à l'absence de prise en compte de certaines pratiques artistiques, au manque de logement, au déficit de lien social dans un quartier donné, ils vont, par leurs propres moyens, essayer de résoudre les problèmes qui leur semblent importants.

Le collectif « CH2 », né il y a une dizaine d'années dans le quartier de la Villeneuve à Grenoble, a par exemple été formé par un groupe d'amis désireux de faire exister la pratique du hip-hop dans l'espace public et la faire reconnaître comme pratique culturelle à part entière, alors qu'elle n'était pas représentée dans les équipements traditionnels, que ce soit en termes de transmission ou de diffusion. Autre cas, les squats qui ont fleuri au cours des années 2000 dans l'agglomération grenobloise, en plus de répondre aux besoins de logement des occupants, ont permis à de nombreux groupes artistiques et autres associations de développer leurs activités, ce qui paraissait difficilement envisageable ailleurs. Les jeunes porteurs d'« Eybens Bouge », issus de la ville d'Eybens, déçus par les tensions intergénérationnelles vécues dans leur quartier, ont répondu en proposant diverses animations, de l'exposition de photos de famille au tournoi de foot. Ces exemples, pris parmi d'autres, témoignent d'une volonté d'agir sur une situation donnée. S'il ne s'agit pas, *a priori*, de « changer le monde », ce n'est pas pour autant que les jeunes en question ne cherchent pas à « changer la donne » par rapport à leur quartier, leur ville, leur territoire. Parfois, ce changement se donne à voir physiquement, pour ainsi dire, comme quand ce collectif de jeunes acteurs a convaincu en 2002 la Mairie de Grenoble de réhabiliter un bâtiment délaissé pour qu'il devienne un lieu dédié aux pratiques culturelles et sportives. Ce lieu, nommé « La Bifurk » est depuis géré par les jeunes eux-mêmes. L'association « Brin d'Grelinette », de son côté, négocie régulièrement des parcelles d'espaces verts pour les transformer en jardins partagés et biologiques.

Des expériences hybrides et territorialisées

Le constat de la diversité des expériences portées par ces jeunes engagés s'impose. Si l'étude citée précédemment (Miralles et al., 2006) met en avant la prépondérance de projets culturels (46%) devant les projets sportifs (11%) ou tournés vers le politique (9%) ou le social (6%), la diversité n'en reste pas pour le moins prégnante, qui plus est quand on sait que les projets culturels ne sont pas seulement culturels. De fait, il est difficile de catégoriser ces initiatives, la limite de l'exercice statistique réside dans l'appauvrissement de la réalité ainsi analysée. Ce que donne à voir l'observation, ce sont des *expériences hybrides*, pour ne pas dire des expériences de l'hybridité. La culture peut bien sûr être l'objet principal de l'action des jeunes, mais elle est bien souvent un prétexte qui convoque un croisement avec d'autres problématiques, d'autres pratiques. Pour préciser l'exemple de « La Bifurk », il s'agit d'un lieu qui abrite différents types d'activités. Pépinière d'associations, elle héberge différentes structures qui partagent bureaux et espaces de travail. Lieu de diffusion, des artistes viennent

y exposer dans sa galerie et des groupes de musique y jouer sur sa scène. Lieu de création, elle accueille des artistes en résidence. Halle sportive, des adolescents peuvent pratiquer différents sports de glisse (rollers, skate, BMX) dans son skate-parc. Toujours dans la thématique du lieu, le squat des « 400 Couverts » était l'habitation d'une vingtaine de jeunes militants, artistes, précaires ou étudiants. Pour autant, ce n'est pas seulement en tant que forme de logement alternatif que ce lieu était reconnu. Point de rencontre pour tout un réseau militant local, il s'agissait d'un lieu du politique où s'organisaient nombre de débats et projections, ainsi qu'un lieu culturel où se programmaient théâtre et musique. Des projets plus spécialisés comportent aussi leur part d'hybridité. Consacré au hip-hop, le collectif CH2 s'intéresse tout autant à la diffusion artistique, à travers l'organisation d'évènements, qu'à la transmission, par l'intermédiaire d'ateliers de pratique. A partir de la pratique de la photographie, l'association « Et Pourquoi Pas ? » s'inscrit dans une démarche d'éducation populaire, visant la conscientisation des individus, soit dans le cadre d'ateliers en partenariat avec des structures du secteur social, soit par des interventions dans l'espace public. « Brin d'Grelinette », à travers son activité autour du jardinage, invite les habitants à reprendre possession d'une parcelle d'espace public.

Un point commun à ces différentes expériences apparaît avec force : à travers leurs actions, les jeunes prennent à témoin le territoire, tant dans sa dimension vécue que politique. En effet, si la culture n'est parfois qu'un prétexte, le territoire est, quant à lui, plutôt un enjeu. A ce titre, du point de vue des pouvoirs publics, ces expériences sont régulièrement perçues comme des surgissements subversifs, voire comme des menaces. Il est d'ailleurs admis que *la jeunesse comme menace* est un paradigme justifiant les politiques répressives, voire préventives. Pour autant, comme le rappelait Marcel Roncayolo, il n'est pas envisageable de « *négliger les groupements ou associations qui, à côté de l'institution municipale, participent, conflictuellement ou non, au développement de la ville* », et plus généralement du territoire (Roncayolo, 1997, 154). Dans cette idée, il s'agirait d'adopter le paradigme de *la jeunesse comme ressource* (Vulbeau, 2001).

Des formes « souples »

Cette « peur » de la jeunesse qui s'organise elle-même peut être reliée au caractère « flottant » des modes d'organisation des jeunes. Il est un point qui mérite d'être précisé, même si cela était sous-entendu jusqu'ici : les jeunes s'inscrivent dans des démarches collectives, les projets dont il est question sont portés à plusieurs, dans le cadre de la « bande de potes » ou du *collectif affinitaire* – les affinités en question pouvant être d'ordre relationnel bien sûr, mais aussi politique ou culturel. Nous reviendrons plus loin sur les apports du collectif au niveau individuel. Ce qu'il s'agit de mettre en avant ici concerne les modes de structuration des groupes de jeunes engagés. Dans certains cas, le choix de l'informel aura la préférence des participants, notamment dans les balbutiements d'un projet, au moment des premiers tâtonnements. Majoritairement, le choix se portera sur la structuration associative, qui plus est dans les cas où il y a demande de financement (public ou privé). Le choix d'un tel statut repose sur différentes raisons. D'une part, c'est une tâche relativement simple de déclarer une association en Préfecture, à condition qu'elle soit composée d'individus majeurs. D'autre part, le statut associatif est un cadre administratif permettant un grand nombre de libertés, en cela il s'agit d'un statut ouvrant les possibles en termes d'expérimentation démocratique. A ce titre, le fait d'avoir un bureau (président, trésorier, secrétaire), n'est pas obligatoire et certains collectifs opteront pour une présidence collégiale, où tous les membres du Conseil d'Administration sont co-présidents et donc co-responsables, comme ce peut être le cas pour « Brin d'Grelinette ».

Au-delà du statut, ce qui est prégnant dans les collectifs de jeunes, c'est la souplesse d'un fonctionnement qui tend à l'horizontalité. C'est à dire que ces groupes ne présentent, pour la plupart, pas de hiérarchie, tous les participants ont *a priori* une importance égale, ceci n'empêche pas pour autant certains leaderships de se développer du fait de l'expérience ou de facilités dans l'expression orale. Ici, le leader n'est pas un « chef » ou alors il est tributaire d'une *chefferie sans pouvoir*, à la manière dont Pierre Clastres a pu l'évoquer (Clastres, 1974). Ceci peut s'expliquer par le fait qu'individus et groupe sont pris dans une même dynamique ; une dynamique qui prend sa source dans la volonté originelle d'agir sur le territoire et qui se constitue au travers de l'expérience quotidienne du faire, cette dernière se révélant difficilement prévisible.

Une expérience du faire

Un projet porté par un groupe de jeunes – qu'il s'agisse d'une association culturelle, sportive, etc., ou d'un lieu intermédiaire –, s'il est issu d'un désir politique, celui de permettre du changement, n'en est pas pour autant défini par un discours politique. La déclaration en Préfecture d'une association loi 1901 oblige de spécifier un « objet associatif », manière de préciser l'objectif de la structure. Dans ce cadre, les jeunes engagés optent généralement pour des intitulés génériques : « organiser un festival », « promouvoir la culture hip-hop », « renforcer le lien social dans le quartier », « développer un lieu de vie culturel »... En maintenant un certain « flou » statutaire, ils garantissent à *l'expérience collective* de ne pas être restreinte *a priori* et de rester ainsi évolutive. Le discours ne précède pas l'action. De ce fait, leur projet ne répond pas à une contrainte extérieure, il s'adapte au contraire à la nécessité issue des exigences du *collectif en actes*. Il faut suivre à ce titre Daniel Colson quand il oppose contrainte et nécessité, cette dernière étant associée à la dynamique interne au groupe : « *La nécessité s'oppose à la contrainte. La contrainte est toujours extérieure et synonyme d'oppression et de domination. La nécessité est toujours intérieure et c'est en ce sens qu'elle synonyme de liberté.* » (Colson, 2001, 202). Cela conduira les jeunes à faire évoluer leur action au gré de leurs propres envies et analyses. Par exemple, « Brin d'Grelinette », concentrant à l'origine ses activités dans son quartier d'appartenance, a été amenée à s'inscrire dans des secteurs dits « prioritaires », afin d'œuvrer auprès des habitants les plus défavorisés. De la même manière, le collectif CH2 au départ concentré sur sa propre pratique du hip-hop, a rapidement développé des activités de transmission, afin de travailler avec les plus jeunes. Les squatteurs des « 400 Couverts », après avoir développé leur propre lieu, se sont ouverts à la ville en aidant d'autres squats et en participant à diverses luttes urbaines.

Une démarche pragmatique

Un projet de jeune se construit au gré de la *trame expérientielle* qui lie individus et groupe. C'est au travers de l'expérience partagée que le collectif s'affirme et que chaque participant « prend ses marques ». Ce faisant, se constitue un savoir du collectif sur lui-même, relayé par chaque individu. Il s'agit d'un processus s'apparentant à une *praxis à l'œuvre* qui donne à voir le développement d'une *culture du faire*, pour emprunter une expression à Fabrice Raffin (Raffin, 2007).

L'expérience collective du projet de jeune s'ancre dans la réalité, et cette réalité est avant tout vécue et pratiquée. Tout ce qui se déroule dans ce cadre s'inscrit dans une logique

pragmatique. Cette dimension confère au projet un caractère d'émergence permanente. En mouvement constant, jamais totalement établi, le projet de jeune correspond à la métaphore de la *machine de guerre* proposée par Deleuze et Guattari, machine qui nous oblige à penser « *un modèle de devenir et d'hétérogénéité, qui s'oppose au stable, à l'éternel, à l'identique, au constant.* » (Deleuze & Guattari, 1980, 447).

Clairement, les jeunes doivent compenser leur manque de moyens – notamment d'un point de vue financier – par une nécessaire créativité. Il s'agit d'appliquer la « recette » du « système D », de « faire avec » ce qui est, pour mieux le détourner et ainsi faire ce qui n'est pas encore et ne sera peut-être pas, ou même pour réessayer ce qui a déjà été fait, et ainsi de faire œuvre de bricolage. Il importe de citer ici Claude Lévi-Strauss : « *Dans son sens ancien, le verbe bricoler s'applique au jeu de balle et de billard, à la chasse et à l'équitation, mais toujours pour évoquer un mouvement incident : celui de la balle qui rebondit, du chien qui divague, du cheval qui s'écarte de la ligne droite pour éviter un obstacle. Et, de nos jours, le bricoleur reste celui qui œuvre de ses mains, en utilisant des moyens détournés par comparaison avec l'homme de l'art.* » (Lévi-Strauss, 1990, 30). Il s'agit de bricoler, d'expérimenter pourrait-on dire, à partir des outils et compétences apportés par chaque participant, et ceux construits par le collectif. Toutefois, c'est l'activation de ces compétences et outils au sein de l'expérience qui révèle leur importance et leur valeur. C'est-à-dire que l'expérimentation qui se joue dans le cadre du projet ne s'appuie pas sur un savoir *a priori*, mais sur une pratique, un usage. Cette pratique peut concerner les activités concrètes liées au projet : organiser un évènement culturel (festival, concert), développer des outils pédagogiques pour un atelier de transmission, jardiner dans un contexte urbain, maîtriser les techniques photographiques, etc. Elle peut être liée par ailleurs aux nécessités de fonctionnement du collectif, sans quoi le projet ne pourrait se développer : tenir une réunion, gérer la comptabilité. Sauf qu'en l'occurrence, l'espace des possibles permettant de mettre en œuvre ces activités n'est pas illimité. Comme dit précédemment, il est conditionné par le manque de moyens. Ainsi, en s'inspirant de Lévi-Strauss, on peut considérer que les jeunes engagés sont bel et bien des bricoleurs, et non des ingénieurs (*Ibid.*).

On pourrait affirmer que l'expérimentation à l'œuvre dans les projets de jeunes ne se théorise pas mais qu'elle se vit. C'est-à-dire que l'expérimentation n'est pas un processus « froid », elle n'est pas une réponse « rationnelle » à un problème à résoudre, elle n'est pas à proprement parler la résolution d'un problème. L'expérimentation est une manière de conjuguer le projet et de se conjuguer, individuellement et collectivement, au travers du projet et encore une fois, elle convoque le bricolage et sa dimension poétique. En effet, « *la poésie du bricolage lui vient aussi, et surtout, de ce qu'il ne se borne pas à accomplir ou exécuter ; il « parle », non seulement avec les choses, comme nous l'avons déjà montré, mais aussi au moyen des choses : racontant, par les choix qu'il opère entre des possibles limités, le caractère et la vie de son auteur. Sans jamais remplir son projet, le bricoleur y met toujours quelque chose de soi.* » (*Ibid.*, 31). Ce qui apparaît ici, c'est la question du rapport au monde, qu'il s'agira d'aborder dans quelques lignes.

Apprendre en s'engageant

Avant d'aller plus loin, il faut revenir sur les pratiques à l'œuvre dans les projets de jeunes. Ont été évoquées les compétences qui sont développées dans ce cadre. Il est nécessaire de préciser ce point. En plus de vivre une expérience militante, les jeunes vont trouver dans le projet collectif un processus d'apprentissage. C'est-à-dire qu'il s'agit d'un cadre propice au développement des savoir-faire et des *compétences créatives* (Rouilleau-Berger, 1999), sachant que les agencements internes sont propices aux prises d'initiatives individuelles et à la

possibilité de « toucher à tout ». Ainsi, l'individu peut acquérir des outils et compétences techniques qu'il pourra mobiliser par la suite. Pour le dire autrement, l'individu, au gré de son évolution au sein du projet, s'inscrit dans un processus de *formation permanente*. Ce processus se développe à partir d'un double mouvement qui n'est pas sans rappeler certains principes pédagogiques prônés par les mouvements d'éducation populaire, à savoir l'autoformation et la transmission. L'individu et le collectif sont tout autant acteurs de l'apprentissage, le désir d'acquisition de compétences et connaissances croisant le désir de partage de ces mêmes compétences et connaissances. Ce dont il est question, c'est d'un apprentissage par et entre les pairs, à savoir les différents jeunes participant au projet.

Concrètement, plusieurs cas de figure sont envisageables. L'individu peut éventuellement associer son engagement à un parcours de formation, comme cette jeune squatteuse des « 400 Couverts » qui a pu mettre en œuvre, au sein du lieu, ses connaissances acquises lors de ses études d'architecture. L'expérience de l'engagement pourra, par ailleurs, former les jeunes à des métiers qu'ils n'avaient pas forcément envisagés à l'origine. C'est le cas pour ces anciens membres du collectif CH2, devenus intervenants pédagogiques en lien avec la pratique du hip-hop, ou pour cet ancien squatteur qui, ayant acquis la maîtrise de la charpente, a ensuite monté une entreprise dans ce domaine. Une situation qui se présente régulièrement est celle de jeunes ayant créé leur propre emploi au sein du projet développé. Ces emplois, certes souvent précaires et soumis aux contrats aidés, leur permettent d'associer projet de vie et projet professionnel. Le cas de l'association « Et Pourquoi Pas ? » est à ce titre intéressant. Créée par de jeunes travailleurs sociaux, elle a permis à l'un d'entre eux d'être rémunéré pour mettre en pratique la vision du travail social partagée collectivement. Pour être plus précis, après des études et des premières expériences professionnelles dans des institutions, ces jeunes acteurs ont mis en place cette structure afin de développer une approche alternative aux formes de travail social instituées, par rapport auxquelles ils se sentaient en décalage.

A travers le projet ne se développent pas seulement des compétences techniques. A vrai dire, ces dernières sont même secondaires. Ce sont les compétences sociales et relationnelles qui priment. C'est ce qu'indiquent Patrick Dubéchet et Pierre Le Quéau : « *Ce sont bien des compétences sociales mises en œuvre en particulier dans les réseaux qui permettent d'élaborer, c'est à dire de rendre socialement pertinent, des savoir-faire plus techniques.* » (Dubéchet & Le Quéau, 2001, 131). Le développement des savoir-faire relationnels permet de tisser le lien entre l'individu et le collectif et lui permet de construire sa place, de s'inscrire dans la société.

Au-delà de l'insertion, l'inscription

Le processus d'inscription dans la société apparaît comme un cheminement par lequel, de proche en proche, le jeune engagé se « teste », voire se met en risque, se lie aux autres et affirme sa subjectivité. La première étape se joue dans la construction du rapport à autrui, dans la manière dont l'individu se lie avec ses pairs, ceux avec qui il partage une aventure collective. C'est ici qu'il faut utiliser l'idée de *carrière* (Becker, 1985), elle permet de questionner l'engagement des jeunes en termes de parcours. A ce titre, le moment de la rencontre avec les pairs est primordial, car inaugural. C'est là que se mettent en partage les ressentis et que s'ouvre l'*espace du commun*, qui s'avère être un espace du possible. C'est-à-dire qu'à travers cette « collectivisation » des ressentis et désirs, chaque membre du groupe prend conscience que ce qu'il n'osait espérer jusque là devient une possibilité concrète. Cette découverte peut résonner chez l'individu à un niveau intime. C'est en développant le projet avec les autres, en le pratiquant, que l'individu trouve un sens à son

investissement, qu'il découvre de nouveaux types d'expériences qui peuvent participer de la définition de son projet de vie. En effet, le premier engagement est souvent initiateur d'autres. Les porteuses de « Brin d'Grélinette » n'en étaient pas à leur première association au moment de la création de celle-ci. Les squatteurs des « 400 couverts » avaient ouvert d'autres bâtiments avant celui-ci, et en squatteront d'autres après. Certains anciens membres de « CH2 » ont initié d'autres collectifs ensuite. Les exemples sont nombreux de jeunes ayant construit leur vie comme une histoire d'engagements, de situations de bénévolat à salariat, et inversement.

Faire l'expérience des autres, du collectif, au travers d'une expérience marquée par les valeurs partagées, c'est se construire en tant qu'individu. Toutefois, ce processus qui débute au sein du groupe ne saurait être abouti s'il était circonscrit au groupe même. En cela, l'expérience collective doit être un levier. Elle doit permettre le développement de *savoir-faire expérientiels* faisant référence à la manière dont chacun perçoit, saisit et comprend le monde (Dubéchet & Le Quéau, 2001). Cela passe, notamment, par l'acquisition de compétences sociales qui permettent de comprendre les logiques à l'œuvre dans les différents mondes rencontrés par l'intermédiaire du projet (les mondes du politique et de l'associatif notamment). Négocier avec une municipalité le droit d'organiser un événement sur l'espace public, apprendre à remplir un dossier de subvention et donc décrypter les attentes des collectivités, s'inscrire dans une chaîne d'acteurs ou même participer à des luttes locales en tant que contre-pouvoir sont autant de situations permettant aux jeunes individus de prendre la mesure de leur environnement. Au-delà, ils deviennent capables de saisir des enjeux qui les dépassent *a priori* et, par là même, de s'affirmer en tant que citoyens.

Un processus d'émancipation

Plus qu'une logique d'insertion, à travers l'engagement des jeunes se joue effectivement un processus d'inscription. Il convient de noter qu'ici le terme « inscription » n'est pas synonyme d'« intégration ». S'inscrire, ce n'est pas forcément prendre la place à laquelle on est assigné. Il s'agit plutôt de trouver sa propre place, de la construire, même si celle-ci est mouvante et parfois précaire, sachant qu'il peut appartenir aux politiques jeunesse – entre autres – de la consolider.

Ainsi, en prenant l'initiative de développer des projets participant de la dynamique territoriale, le jeune acteur se construit dans une posture de citoyen actif qui agit dans, et sur, le monde. Plus encore, il affirme une *puissance d'agir* qui n'est pas sans rappeler la logique de *capacitación*, à savoir la capacité de l'individu de se prendre en charge de manière autonome et de faire valoir sa singularité. Ce qui est intéressant à prendre en compte dans le cas des projets de jeunes, c'est que la « révélation » de cette autonomie – à savoir le fait de pouvoir développer ses propres règles, comme l'indique l'étymologie du terme – est rendue possible par le collectif. En agissant avec les autres et sur le territoire, en prenant des responsabilités dans une association, en se mettant en risque – parfois au-delà de la légalité pour ce qui est des squats – le jeune citoyen prend conscience de ses potentialités, et il comprend que ces potentialités peuvent interagir avec celles d'autrui, et ainsi être décuplées. Ce dont il est question, c'est bien d'un processus émancipatoire, tant au niveau individuel que collectif. Dans cette idée, il faut préciser que l'émancipation est mouvement, constitutive d'une dynamique engageant individu et groupe, on ne peut donc la penser comme une « catégorie », encore moins un « état ». Il s'agit ici de rejoindre le politiste Georges Navet : « *il ne s'agit pas de dire que l'émancipation viserait à réaliser une quelconque nature humaine, puisque à l'inverse, c'est le mouvement émancipateur qui libère, voire qui crée, des virtualités humaines qui n'apparaîtraient pas sans lui.* » (Navet, 2002, 10). Ce qu'il faut comprendre, c'est que l'émancipation individuelle et collective – les deux étant solidaires – se

construit à l'épreuve de la réalité, dans un mouvement d'élargissement des possibles et d'amélioration des conditions permettant le développement d'une citoyenneté pleine et entière, concrète et active.

Ce faisant, c'est le rapport que l'individu est susceptible d'entretenir avec le « travail » qui s'en trouve transformé. Comme dit précédemment, existe, par exemple, la possibilité que les jeunes créent leur propre emploi, dans le cadre des projets développés. Plus largement, les jeunes engagés dans le cadre présentement décrit donnent à voir une manière d'aborder le travail singulière. En l'occurrence, il s'agit de subordonner le projet professionnel au projet de vie. Plus à même de définir leurs priorités et, le cas échéant, de défendre leurs droits, leur emploi doit être synonyme de choix, et non de contrainte, quitte à devoir « faire avec » une certaine précarité (CDD, temps partiels, emplois aidés) afin de, par exemple, continuer à exercer une activité bénévole. Ils témoignent à ce titre d'une certaine habileté à s'adapter au système d'aide sociale, considérant parfois le fait d'obtenir des allocations comme un moyen pour continuer à s'engager, faute d'un soutien institutionnel plus solide envers leurs initiatives.

Quelle prise en compte ?

Pour ne pas conclure, il peut être intéressant d'ouvrir le questionnement à propos des manières de prendre en compte cette forme d'engagement des jeunes. Cette question peut se penser à différents niveaux. D'un point de vue politique, on peut suivre Axel Honneth quand il considère que l'individu a des attentes légitimes en termes de reconnaissance par rapport à cet *autrui généralisé* représentant la société, le processus de reconnaissance garantissant l'intégration de l'individu au sein de cette dernière (Honneth, 2004). En l'occurrence, la société, par l'intermédiaire de ses institutions, se devrait de reconnaître l'existence de ces démarches portées par les jeunes et de leurs effets induits, au niveau territorial notamment. De manière plus prosaïque, cela impliquerait un soutien concret et matériel – financier notamment – de la part des collectivités.

En ce qui concerne l'individu, la problématique est plutôt celle de la prise en compte des compétences développées dans le cadre de l'engagement. Si les compétences techniques peuvent être valorisées sur un *curriculum vitae*, et éventuellement faire l'objet d'une certification, par exemple à travers le dispositif de la VAE (Validation des Acquis de l'Expérience), qui reste toutefois à développer, la considération des compétences sociales et relationnelles paraît moins aisée. Il s'agirait justement dans cette perspective de dépasser la logique de certification, sachant qu'il est difficilement envisageable de catégoriser les compétences sociales et relationnelles, tant elles participent du vécu de l'individu. Ce sont donc les trajectoires et parcours des individus qu'il faut questionner. C'est l'objectif de plusieurs expérimentations en cours, dont le projet « Gage sur l'engagement » porté par l'association grenobloise Cap Berriat, spécialisée dans l'accompagnement des initiatives des jeunes. Ce projet vise à croiser la question du développement des compétences, par le biais d'un outil d'auto-évaluation, et celle de l'impact de l'engagement dans les parcours de vie, au travers d'une enquête qualitative. Ce que révèlent de telles démarches, c'est que le jeune individu, acteur, citoyen, est capable de réflexivité et, de ce fait, il est l'expert de sa propre vie.

Notice biographique

Julien Joanny est sociologue. Il vient de terminer une thèse intitulée *Entre inscription et subversion, les lieux culturels intermédiaires. Des expériences au creux des villes* au sein du laboratoire Pacte/Po de Grenoble. Parallèlement, il a mené plusieurs recherches ayant trait à la jeunesse, en lien notamment avec la question de l'engagement.

Bibliographie

- Becker, H. S. (1985). *Outsiders*. Paris : Métailié.
- Certeau (de), M. (1990). *L'invention du quotidien. 1/arts de faire*. Paris : Gallimard (Folio).
- Clastres P. (1974). *La société contre l'Etat*. Paris : Minuit.
- Colson D. (2001), *Petit lexique philosophique de l'anarchisme*. Paris : Librairie Générale Française (le livre de poche).
- CREFAD (2004). *Les jeunes et les associations, entre participation et engagement 2001-2003*, Paris : FNDVA.
- Deleuze G. & Guattari F. (1980). *Mille Plateaux*. Paris : Minuit (Critique).
- Dubéchet P. & Le Quéau P. (2001). L'expérience de l'insertion. In Vulbeau A. (Eds), *La jeunesse comme ressource* (pp. 117-133). Ramonville : Obvies/Eres.
- Lévi-Strauss C. (1990). *La pensée sauvage*. Paris : Plon (Pocket).
- Goffman E. (1991). *Les cadres de l'expérience*. Paris : Minuit (Le sens commun).
- Honneth A. (2004). La théorie de la reconnaissance : une esquisse. *Revue du Mauss*, 23, 133-136.
- Ion J., Franguiadakis S. & Viot P. (2005). *Militer aujourd'hui*. Paris : Autrement.
- Miralles J.F., Joanny J., Gaillat E. & Andrique O. (2006). *Les jeunes et la vie locale : la participation par l'action*. Marly-le-Roi : Injep.
- Navet G. (2002). Introduction. In Navet G. (Eds). *L'émancipation* (pp. 7-12). Paris : L'Harmattan.
- Raffin F. (2007). *Friches industrielles. Un monde culturel européen en mutation*. Paris : L'Harmattan.
- Roncayolo M. (1997). *La ville et ses territoires*. Paris : Gallimard (Folio).
- Rouleau-Berger L. (1999). *Le travail en friche. Les mondes de la petite production urbaine*. La Tour d'Aigues : L'Aube.